

# Intervention du Secrétaire général de l'union départementale des syndicats FORCE OUVRIÈRE d'Indre et Loire

Vendredi 1er mai 2020

(en direct de la Maison des syndicats à Saint-Avertin à 15H00)

Madame, monsieur,

Mes chers camarades, chers amis

Au nom de l'ensemble des militants FO, je vous souhaite la bienvenue à cette première, que constitue cette diffusion en direct de la maison de syndicats, de notre traditionnelle prise de parole du 1er mai, et je vous remercie de nous suivre malgré le contexte difficile.

En ce 1er mai 2020, journée de revendications et de solidarité internationale entre les travailleurs, pour l'UD FO 37, il n'était pas envisageable, de déroger à cette tradition du mouvement ouvrier qui se perpétue depuis 1890 quasi sans discontinuer et même si cette année, compte tenu des circonstances, nous n'aurons pas le plaisir de nous retrouver entre militants lors de notre manifestation du 1er mai.

L'interdiction de manifester ce jour-là, en temps de paix est tout à fait exceptionnelle. Elle est liée aux mesures de l'état d'urgence sanitaire, sensées prémunir du risque de contamination du coronavirus.

Les 1er mai sans manifestation ouvrière sont le fait de la 1ère et 2ème guerres mondiales.

Le pays, étant en état de guerre, tous les droits démocratiques sont suspendus. Néanmoins durant ces périodes difficiles, des rappels purement formels à la tradition eurent lieu, comme le 1er mai 1915, avec des manifestations épisodiques tout à fait exceptionnelles qui témoignent de la persistance du sens de classe, de l'esprit internationaliste irréductible.

Ainsi des Manifestations touchant une faible minorité méritent d'être rapportées :

Rosa LUXEMBOURG appela à commémorer le 1er mai en Allemagne.

Le 1er mai 1916 à Berlin une manifestation ouvrière fut organisée par Karl LIEBKNECHT et quelques dizaines de militants. Bien évidemment il fut arrêté

immédiatement après avoir déclaré " À bas la guerre ! A bas le gouvernement ". Il sera condamné à quatre ans de forteresse...

En France le mouvement syndical et politique ont accepté " l'union sacrée ". Aucune manifestation ne sera organisée. Cependant des militants iront dans les bourses du travail pour faire tamponner leur carte syndicale, comme on le faisait à l'époque et ceci durant toute la durée de la grande guerre.

Pendant la seconde guerre mondiale le 1er mai 1940 en zone libre fut timidement marqué.

C'est pour le 1er mai 1941, que le maréchal Pétain propose cette journée comme fête du travail et de concorde sociale par opposition à la nature même des origines commémoratives et revendicatives du 1er mai syndical et ouvrier.

Pour ce 1er mai 2020 les revendications pour FO demeurent, et dans le contexte de cette pandémie, nous les avons rappelées clairement et nettement dans notre dernière déclaration de la commission exécutive confédérale du 20 avril mais aussi dans le dernier communiqué des unions départementales de la région centre dont je vous donnerai connaissance plus après.

Aujourd'hui se pose avec acuité la question des conditions de travail dans l'ensemble des secteurs d'activité, c'est d'ailleurs pour ce premier mai, l'axe de notre revendication confédérale avec la nécessité d'améliorer les conditions de travail partout dans le monde et d'ériger des normes et des conventions au niveau de l'OIT pour défendre la santé au travail des salariés.

Cela renvoie d'ailleurs à la première revendication portée par le mouvement ouvrier, avec la question de la durée du travail et la revendication de la journée de 8H00 portée à chaque premier mai depuis 1886. Il faudra d'ailleurs attendre 1919 pour que la loi sur la journée de 8 heures soit adoptée en France et devienne une norme internationale avec la création de l'OIT, nous venons d'ailleurs de fêter le centenaire de cette loi, qui inscrit le sens de l'histoire dans la diminution du temps de travail pour l'ouvrier.

C'est aussi l'occasion de commémorer l'engagement et le sacrifice que la classe ouvrière a du consentir au cours des années et des siècles passés, pour son émancipation et pour que ses droits soient reconnus et appliqués, mais aussi toutes les réalisations démocratiques et sociales qu'elle a réussi à imposer.

C'est pourquoi les militants de la CGT-FO avec d'autres camarades se réunissent chaque année à Paris devant le mur des fédérés, pour rendre hommage à l'œuvre immense de la commune de Paris et à cet héritage laissé par les communeux fusillés par la réaction Versaillaise durant la semaine sanglante.

Ce 1er mai 2020 et cela constitue aussi une autre revendication historique et fondamentale, est celle concernant l'augmentation générale des salaires : en particulier du SMIC et de la valeur du point d'indice pour ce qui nous concerne en France.

Je ne voudrai pas oublier ici de rendre un hommage appuyé, à l'ensemble des personnels qui durant ces dernières périodes ont démontré par leur investissement professionnel, leur engagement qu'ils étaient réellement les premiers de cordée, et que leur activité était absolument indispensable à la collectivité.

Qu'ils soient agents de la fonction publique hospitalière et territoriale, fonctionnaires d'ETAT, personnel de la sécurité sociale ou du secteur social et médico-social, salariés de l'alimentation, de la propreté, de la sécurité, des transports et de la logistique, des services à la personne, de l'énergie, des télécommunications etc.

Leur métier est vital et pourtant leurs fins de mois sont souvent difficiles, à cause des salaires trop bas et de la précarité. Oui ces héros du quotidien, comme les qualifient certains commentateurs ou politiques, en plus d'avoir des conditions de travail souvent difficiles, ont souvent le ventre creux. Et Comme l'affirme ces salariés eux-mêmes, les applaudissement et des primes ne suffiront pas, il est temps et plus que temps d'augmenter leurs salaires. C'est aussi ce que porte la confédération FO qui a décidé d'agir et de revendiquer en ce sens.

Je le disais en introduction le premier mai, c'est une journée de solidarité internationale au cours de laquelle les travailleurs expriment leurs revendications.

De ce point de vue le 1<sup>er</sup> mai 2020 ne doit pas déroger à nos attaches internationalistes.

Aujourd'hui, dans beaucoup trop de pays la liberté d'association comme la liberté de négociation ne sont pas respectées.

Aujourd'hui encore, y compris dans des pays démocratiques, les libertés syndicales sont menacées, les droits des salariés sont remis en cause, le social au sens large devenant la seule variable d'ajustement.

De nos jours encore de nombreux militants syndicalistes sont persécutés, embastillés, voire assassinés. Quand on s'en prend aux syndicalistes, on s'attaque à l'ensemble de la classe ouvrière. De ce point de vue nous exprimons ce jour notre solidarité internationale pour l'ensemble des camarades en lutte à travers le monde.

Dans notre pays, en France, nous sommes obligés de constater le recul des libertés individuelles et collectives, année après année, sous le coup de lois d'exception depuis l'état d'urgence de 2016 dont les mesures sont entrées dans la loi ordinaire,

en loi anticasseurs ou anti manifestation en 2019, jusqu'à l'état d'urgence sanitaire et ses mesures prorogées encore de 2 mois.

Ces dispositions accompagnant à chaque fois un recul des droits sociaux et/ou de la législation du travail, j'en veux pour preuve les ordonnances récentes sur le code du travail.

La discrimination syndicale perdure et s'amplifie même, sans oublier la campagne que mène le patronat au niveau international contre le droit de grève, droit fondamental s'il en est.

Tout cela a évidemment un lien direct avec la crise économique permanente du système capitaliste libéral et mondialisé, cela a aussi tout à voir avec la réalité de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Cette crise sanitaire liée au covid-19 révèle d'ailleurs tous les travers du système capitaliste, et derrière la crise économique, pointe la crise financière, puis la crise sociale et sans aucun doute une crise politique.

C'est d'ailleurs ce qui préoccupe le gouvernement et les classes dirigeantes, ces quelques centaines de personnes qui avec leurs groupes financiers et leurs multinationales, détiennent autant de richesses que l'ensemble de la population mondiale, qui ne prospèrent que par la rente de leurs actifs et l'exploitation des travailleurs à l'échelle mondiale.

Il est évident que les tensions internationales vont s'exacerber à mesure que la crise va s'intensifier, il suffit déjà de regarder ce qu'il advient sur le marché du Brut, déjà en crise de surproduction, avec la guerre que se livrent certains pays producteurs.

Cette situation de crise durable a conduit dans un passé encore très récent, à ce que des populations entières se révoltent sur l'ensemble des continents contre leurs conditions de vie désastreuses, pour un véritable emploi et pour des salaires permettant de vivre dignement.

Le covid-19 n'a pas effacé les raisons qui en France, ont donné lieu au profond mouvement dit des gilets jaunes. en effet Il n'y a pas d'émancipation possible dans l'insécurité et la précarité permanente. Personne ne peut se projeter dans son avenir quand il est accablé par sa condition.

C'est d'ailleurs ce que nos anciens avaient parfaitement compris et réussi à construire en imposant à la bourgeoisie et au gouvernement d'alors, la création de la Sécurité Sociale (avec cette idée novatrice de cotiser selon ses moyens pour recevoir selon ses besoins), la mise en place d'un véritable service public (qui préserve des activités du secteur marchand, en instaurant la notion d'utilisateur contre celle de client), en imposant des statuts et des conventions collectives permettant

de faire valoir dans le cadre collectif des droits individuels, et limitant la concurrence entre salariés.

Ce sont là les piliers de notre République dite Sociale, qui incarnent notre triptyque républicain Liberté, égalité, fraternité auxquels il convient d'ajouter la laïcité à laquelle FO est si attachée.

C'est pour toutes ces raisons, alors que 3 milliards d'individus à travers le monde sont « confinés » à cause de ce coronavirus et dont les principales victimes se trouvent à être parmi les personnes les plus âgées et dans les milieux populaires, en ce jour du 1er Mai, que les unions départementales FO de la région centre ont tenu à affirmer dans leur déclaration tout à fait exceptionnelle que le confinement des revendications n'était pas à l'ordre du jour et n'aurait pas lieu.

L'ampleur du problème sanitaire grave auquel l'humanité est confrontée, relève de la politique économique libérale menée dans la majorité des pays. Les conséquences des politiques d'austérité, de rationnement budgétaire qui depuis des dizaines d'années étranglent les systèmes de santé, de protection sociale, le service public dans son ensemble, dévoilent aujourd'hui leur véritable visage.

La suppression de milliers de lits hospitaliers et de postes, la fermeture de centaines d'hôpitaux, de services d'urgence...la délocalisation, les privatisations de nombreuses usines sont à la source de l'ampleur des conséquences de l'épidémie.

En permanence, les personnels et nos organisations syndicales se sont mobilisés pour alerter les autorités depuis des mois, y compris par des manifestations, des grèves... La seule réponse du gouvernement a été de maintenir coûte que coûte ses décisions, ses orientations (suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, réforme de la fonction publique, réforme Buzyn sur la santé, l'hôpital et autres lois rétrogrades comme les lois travail) en ayant même recours à la répression pour faire taire les revendications.

Aujourd'hui dans la continuité de sa politique ce gouvernement s'est donné les moyens de décider seul, par ordonnances et décrets...il a ainsi remis en cause les droits et libertés des salariés pour une durée indéterminée, notamment en matière de congés payés, réduction du temps de travail...C'est inacceptable !

Il en appelle à l'Union Sacrée, à l'Union Nationale, nous ne taisons pas les revendications légitimes des salariés et les Unions Départementales FO du centre refusent d'y être associées et réaffirment en ce 1er mai, la liberté et l'indépendance de notre organisation syndicale, telle que définie par la charte d'Amiens. En conséquence, elles refusent de s'associer à l'appel à la mobilisation pour un pacte régional économique et social, pacte qui associerait la Préfecture de région, le

conseil Régional, les Collectivités, chambres consulaires, organisations patronales et les organisations syndicales.

Nous sommes à plusieurs mois du début de l'épidémie et les besoins en matériels sanitaires ne sont toujours pas satisfaits, ceci malgré une mobilisation bénévole sans égale. C'est la triste réalité qu'il nous faut hélas constater !

Les unions départementales FORCE OUVRIÈRE de la région Centre Val de Loire saluent l'engagement des salariés, qui malgré les déficits criants de moyens (dont les équipements individuels de protection et les défauts d'organisation du travail permettant de respecter les gestes barrières), ont assumé et continuent d'assumer toutes leurs responsabilités de professionnels.

C'est pourtant dans ce contexte que le gouvernement décide de programmer la rentrée scolaire le 11 mai, alors qu'aucune garantie n'est donnée.

Nous le disons clairement, la rentrée ne peut avoir lieu dans les conditions actuelles, sans mesures de protection. Et que signifierait une rentrée scolaire pour uniquement les volontaires ? pour les parents qui doivent reprendre le travail ? pour ceux dont les conditions de vie sont insupportables compte tenu de leurs moyens ? L'UD FO 37 s'est adressée à tous les maires du département pour leur demander de ne pas ouvrir les écoles communales.

Dans cette situation, à l'occasion du 1er mai nous tenons à rappeler, à exprimer nos revendications.

Ce ne sont pas les travailleurs qui sont responsables de cette situation. La responsabilité en revient totalement au gouvernement et à ceux qui ordonnent sa politique de destruction des acquis sociaux au nom du dogme des équilibres budgétaires, des profits...

Dans l'immédiat tous les besoins sanitaires doivent être satisfaits : masques, tests, blouses, sur-blouses, gel désinfectant...pour les établissements de soins, les EHPAD, le secteur social et médico-social.

Plus largement pas de déconfinement, pas de reprise d'activité possible sans dépistage systématique et mesures de protection.

Et plutôt que de louer en permanence le dévouement, le professionnalisme des personnels qui depuis le début de la crise travaillent, augmentons immédiatement les salaires, titularisation des personnels stagiaires, embauchons en CDI le personnel en CDD dans la distribution, les services, l'industrie...

A l'occasion de ce 1er mai Les unions départementales Force Ouvrière de la région centre précisent leurs revendications :

● **L'augmentation générale des salaires, du SMIC, de la valeur du point d'indice dans la fonction publique**

• **La réouverture des lits et l'embauche du personnel nécessaires dans les établissements de santé et les EHPAD.**

• **Nous revendiquons l'arrêt des suppressions de services de santé (hôpitaux, urgences, maternités...).**

• **La transformation de la fonction publique doit être abandonnée (réforme Dussopt), tout comme la réforme « ma santé 2022 », la réforme Touraine et Bachelot sur l'hôpital.**

• **Aucun licenciement et la nationalisation des entreprises dont le maintien ne serait pas assuré.**

• **Nous demandons le retrait définitif du projet de réforme des retraites, de l'assurance chômage. La Sécurité Sociale, pilier de notre république sociale, doit être préservée, financée à hauteur des besoins et que chacun y contribue en fonction de ses moyens.**

• **Nous revendiquons un plan de reconsidération et de revalorisation des agents du service public , de l'ensemble du secteur sanitaire, social et médico-social.**

• **Nous réclamons des augmentations substantielles de salaires pour les salariés de la distribution, de la propreté, de la prévention-sécurité, des services à la personne, du social et médico-social...dans tous les secteurs qui ont démontré qu'ils étaient essentiels durant ces dernières périodes tout comme une amélioration de leurs conditions de travail.**

Alors que les discours sur la crise économique, la récession se multiplient afin d'appeler au sacrifice, les Unions départementales Force Ouvrière de la région Centre VDL appellent les salariés à s'organiser pour défendre leurs conditions de travail, à s'opposer à toute dérèglementation et à établir leurs revendications.

Ce ne sont pas les salariés qui sont responsables de la situation, le maintien des revendications et leur satisfaction est plus que jamais à l'ordre du jour.

Dans ce contexte, l'UD FO 37 appelle l'ensemble de ses syndicats et de ses sections syndicales, dans le privé comme dans le public, à établir leur cahier de

revendications dès maintenant (et non pas le jour d'après confinement) et à les déposer auprès de chaque direction. Elle les invite à réunir par tous les moyens les adhérents, à faire vivre les instances syndicales et à faire connaître nos positions, analyses et revendications.

Pour obtenir satisfaction, elle appelle les salariés à s'organiser dans le syndicalisme libre et indépendant incarné par FO, pour construire le rapport de force nécessaire.

Elle apporte son soutien plein et entier à tous ceux qui dans ces périodes doivent se battre pour préserver leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail et elle témoigne de sa solidarité envers ceux qui malheureusement, ont dans ces circonstances perdu leurs moyens de subsistance et qui viennent grossir les rangs des demandeurs d'emploi.

Mes chers camarades, en ce 1er mai 2020, la lutte des classes reprend ses droits, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Dès maintenant, tous ensemble Résistons, Revendiquons, Reconquérons !

Alors vive le 1er mai de solidarité ouvrière et de revendications, Vive le syndicalisme libre et indépendant, Vive la charte d'Amiens, et Vive la Confédération générale du travail FORCE OUVRIERE.

A tous et à toutes je vous souhaite une très bonne fin de journée avec mes sincères salutations syndicalistes, et à bientôt dans les luttes et dans le combat pour l'émancipation intégrale de la classe ouvrière. Portez-vous bien !

Grégoire Hamelin

secrétaire général